

# INFORMEL

## Actualités des **directeurs de soins** Région Grand Est



### ACTUALITÉS

- **Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine se sont réunies au sein d'une même grande région dans le cadre de la réforme territoriale.**

Accédez à l'[organigramme régional](#) de la nouvelle Agence Régionale de Santé et au dépliant « [Restons en contact](#) » qui vous présente les principaux contacts au niveau de la grande région.

Tous ces documents sont accessibles sur le nouveau site internet : [www.grand-est.ars.sante.fr](http://www.grand-est.ars.sante.fr)

- **[Lettre d'information de l'Agence Régionale de Santé « Parcours Santé en ligne ».](#)**

Accédez aux numéros de [PARCOURS SANTE en ligne](#).

- **[Ouverture du compte Twitter de l'ARS Grand Est](#)**

L'Agence régionale de santé Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine a ouvert le 15 septembre son compte Twitter. Il permet de suivre toute l'actualité de l'agence : chiffres clés de la santé, campagnes de prévention, innovations en santé, mise en ligne de publications, de communiqués de presse, événements, colloques

Grâce aux liens qui sont insérés, vous pourrez bénéficier d'informations complémentaires. Le compte Twitter permet également d'être informé en cas d'alertes sanitaires.

**Pour suivre les tweets de l'ARS Grand Est rendez-vous sur [@ars\\_grand\\_est](#).**

#### **A Noter → IADE : des compétences élargies**

Le décret n°2017-316, dans un souci de clarification et d'élargissement du champ d'exercice des infirmiers anesthésistes diplômés d'Etat (ci-après IADE), modifie ce champ de compétences et précise les conditions de réalisation des actes relevant du champ de l'anesthésie. En effet, ce texte habilite les IADE, dans le cadre des transports infirmiers inter hospitaliers, à réaliser le transport des patients stables ventilés, intubés et sédatisés. De plus, il élargit la compétence des IADE en matière de prise en charge de la douleur postopératoire. Très attendu par la profession, le présent décret prévoit que l'infirmier ou l'infirmière anesthésiste diplômé d'Etat exerce ses activités sous le contrôle exclusif d'un médecin anesthésiste-réanimateur sous réserve que ce médecin :

- ait préalablement examiné le patient et établi par écrit la stratégie anesthésique comprenant les objectifs à atteindre, le choix et les conditions de mise en œuvre de la technique d'anesthésie,
- soit présent sur le site où sont réalisés les actes anesthésiques ou la surveillance post interventionnelle, et puisse intervenir à tout moment.

Cependant, l'IADE est également habilité à exercer seul dans certains cas :

- pour pratiquer une anesthésie générale, une anesthésie locorégionale et réinjections dans le cas où un dispositif a été mis en place par un médecin anesthésiste-réanimateur ou encore dans le cadre d'une réanimation préopératoire ;
- pour accomplir les soins et réaliser les gestes nécessaires à la mise en œuvre des techniques mentionnées ci-dessus,
- pour assurer, en salle de surveillance postinterventionnelle, les actes relevant de ces techniques et la poursuite de la réanimation préopératoire.

L'IADE sera en outre seul habilité à réaliser le transport [1] des patients stables ventilés, intubés ou sédatisés pris en charge dans le cadre des transports infirmiers inter hospitaliers. Le texte prévoit enfin qu'un étudiant ou une étudiante préparant le diplôme d'infirmier anesthésiste diplômé d'Etat peut participer à ces activités, à la condition de la présence d'un IADE.  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034166859&dateTexte=&categorieLien=id>

## REGLEMENTATION- BREVES

- [Décret n° 2017-462 du 31 mars 2017](#) modifiant le décret n° 2014-189 du 20 février 2014 tendant à l'expérimentation de modalités particulières d'admission dans les études médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques
- [Arrêté du 31 mars 2017](#) portant fixation du document type de la déclaration publique d'intérêts mentionnée à l'article L. 1451-1 du code de la santé publique
- [Circulaire du 28 mars 2017](#) relative au plan d'action pluriannuel pour une meilleure prise en compte de la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique
- [Arrêté du 31 mars 2017](#) fixant la liste des dispositifs médicaux que les orthoptistes sont autorisés à prescrire
- [Arrêté du 30 mars 2017](#) fixant la liste des dispositifs médicaux que les orthophonistes sont autorisés à prescrire
- [INSTRUCTION N° DGOS/R1/2017/110 du 29 mars 2017](#) relative à l'application du coefficient prudentiel dans les établissements de santé mentionnés au de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale
- [Décret n° 2017-471 du 3 avril 2017](#) relatif à la mise en œuvre du Règlement sanitaire international
- [Décret n° 2017-473 du 3 avril 2017](#) modifiant le décret n° 2016-1899 relatif à la mise en œuvre du dispositif d'emploi accompagné et au financement

du compte personnel de formation des travailleurs handicapés

- [Arrêté du 31 mars 2017](#) modifiant l'arrêté du 22 février 1990 fixant la liste des substances classées comme stupéfiants
- [Instruction interministérielle n° DGOS/R2/DGSCGC/2017/102 du 24 mars 2017](#) relative aux moyens hélicoptés de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises et des établissements de santé utilisés dans le cadre du secours à personne et de l'aide médicale urgente.
- [Instruction n° DGOS/R4/DGS/SP4/2017/109 du 29 mars 2017](#) relative à la politique de réduction des pratiques d'isolement et de contention au sein des établissements de santé autorisés en psychiatrie et désignés par le directeur général de l'agence régionale de santé pour assurer des soins psychiatriques sans consentement
- [Instruction n° DFAS/PCG/2017/71 du 30 mars 2017](#) relative au lancement de l'enquête activité en ARS.
- [NOTE D'INFORMATION N° DRH/SD2G/2017/94 du 20 mars 2017](#) relative au transport par voie aérienne des personnels bénéficiaires de congés bonifiés pour la saison HIVER 2017 [Annexe 1](#), [annexe 2](#), [annexe 5](#)
- [Décret n° 2017-510 du 7 avril 2017](#) relatif au Contrôle général économique et financier
- [Arrêté du 7 avril 2017](#) relatif à l'organisation générale et au fonctionnement du Contrôle général économique et financier

- [LOI n° 2016-1547 du 18 novembre 2016](#) de modernisation de la justice du XXIe siècle (1) (rectificatif)
- [Décret n° 2017-500 du 6 avril 2017](#) relatif à la réforme du financement des établissements de soins de suite et de réadaptation
- [Décret du 7 avril 2017](#) portant nomination du président et des membres du collège de la Haute Autorité de santé
- [INSTRUCTION N° DGCS/3A/CNSA/2017/103 du 21 mars 2017](#) relative aux modalités de répartition de la dotation prévue au X de l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 destinée à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile
- [Circulaire du 31 mars 2017](#) relative à la préparation des volets «performance» des projets annuels de performances du PLF 2018 et élaboration des documents de politique transversale (DPT)
- [Circulaire du 7 mars 2017](#) relative à la présentation des dispositions de droit pénal ou de procédure pénale immédiatement applicables de la loi n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique
- [INSTRUCTION N° DGCS/SD4/2017/44 du 6 février 2017](#) relative au recueil national des contenus de formations délivrés pour les quatre diplômes suivants, en matière d'autisme : Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé ; Diplôme d'Etat d'Educateur pour Jeunes Enfants ; Diplôme d'Etat de Moniteur Educateur ; Diplôme d'Etat d'Aide Médico-Psychologique [Annexe3 Annexe4](#)
- [Arrêté du 30 mars 2017](#) fixant le contenu du rapport d'activité de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, pris en application des articles R. 233-18 et R. 233-19 du code de l'action sociale et des familles
- [Décret n° 2017-519 du 10 avril 2017](#) relatif au référent déontologue dans la fonction publique
- APM du 12/04/17 [Alzheimer: des améliorations pour le parcours de soins en 11 points \(rapport Clanet\)](#) Le parcours de soins des patients atteints de maladie d'Alzheimer et de syndromes apparentés peut être amélioré suivant 11 points, correspondant à des mesures du plan de lutte contre les maladies neurodégénératives (PMND) ou à des axes de progrès nouvellement identifiés, selon le rapport du Pr Michel Clanet remis mardi à la ministre des affaires sociales et de la santé, Marisol Touraine.
- [Décret n° 2017-522 du 11 avril 2017](#) modifiant le décret n° 2016-1012 du 22 juillet 2016 relatif à la mise en place d'un numéro d'appel national d'accès à la permanence des soins ambulatoires
- [Décret n° 2017-523 du 11 avril 2017](#) modifiant les dispositions relatives à l'exercice d'une activité libérale dans les établissements publics de santé
- [Arrêté du 7 avril 2017](#) portant ouverture des épreuves de vérification des connaissances mentionnées aux articles L. 4111-2-I et L. 4221-12 du code de la santé publique
- [Arrêté du 5 avril 2017](#) portant nomination à la commission de déontologie de la fonction publique
- [Décision n° 2017.0044/DC/DEMESP du 30 mars 2017](#) du collège de la Haute Autorité de santé portant adoption du référentiel de certification de l'activité d'information par démarchage ou prospection visant à la promotion des médicaments et de son rapport d'élaboration
- [INSTRUCTION DGS/VSS1/PP1/PP4/EA1/SG/DGOS/PF2/78](#) du 3 mars 2017 relative à l'organisation régionale des vigilances et de l'appui sanitaires [Seconde mise en ligne sur le site circulaires.légifrance.gouv.fr le 5/04/17 de l'INSTRUCTION DGS/VSS1/PP1/PP4/EA1/SG/DGOS/PF2/2017/78](#) du 3 mars 2017 relative à l'organisation régionale des vigilances et de l'appui sanitaires
- [Circulaire du 3 avril 2017](#) relative à la valorisation de la mobilité européenne et internationale des agents de l'Etat
- [Circulaire du 5 avril 2017](#) relative aux dérogations au principe général de l'occupation des emplois permanents par des fonctionnaires dans les établissements publics à caractère administratif de l'Etat
- [Circulaire du 3 avril 2017](#) relative à la mise en œuvre de la politique d'égalité, de lutte contre les discriminations et de promotion de la diversité dans la fonction publique
- [Arrêté du 12 avril 2017](#) portant organisation du troisième cycle des études de médecine
- [Décret n° 2017-535 du 12 avril 2017](#) relatif aux conditions d'accès des médecins en exercice au troisième cycle des études de médecine
- [Décret n° 2017-537 du 13 avril 2017](#) relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social
- [Arrêté du 7 avril 2017](#) portant ouverture du concours national de praticien des établissements publics de santé (session 2017)
- [Arrêté du 7 avril 2017](#) fixant le nombre d'étudiants à admettre en première année d'études préparatoires au diplôme d'Etat de psychomotricien au titre de l'année scolaire 2017-2018
- [Arrêté du 7 avril 2017](#) fixant le nombre d'étudiants à admettre en première année d'études préparatoires au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute au titre de l'année scolaire 2017-2018

- [Arrêté du 7 avril 2017](#) fixant le nombre d'étudiants à admettre en première année d'études préparatoires au diplôme d'Etat d'infirmier au titre de l'année scolaire 2017-2018
- [Rapport au Président de la République](#) relatif à l'ordonnance n° 2017-543 du 13 avril 2017 portant diverses mesures relatives à la mobilité dans la fonction publique
- [Ordonnance n° 2017-543 du 13 avril 2017](#) portant diverses mesures relatives à la mobilité dans la fonction publique
- [Arrêté du 6 avril 2017](#) portant fixation du modèle décrivant les caractéristiques des traitements portant sur des données individuelles du système national des données de santé
- [Arrêté du 6 avril 2017](#) portant fixation du modèle décrivant les informations concernant les habilitations à accéder aux données du système national des données de santé
- [Décret n° 2017-550 du 14 avril 2017](#) relatif à l'apposition d'un pictogramme sur le conditionnement extérieur de certains médicaments ou produits
- [Circulaire du 31 mars 2017](#) relative au renforcement de la politique de prévention et de contrôle des absences pour raison de santé dans la fonction publique
- [Circulaire du 31 mars 2017](#) relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique
- [Circulaire du 10 avril 2017](#) sur la mise en œuvre de la saisine par voie électronique.
- [Arrêté du 24 mars 2017](#) relatif aux modalités d'admission directe en deuxième ou troisième année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme
- [Arrêté du 18 avril 2017](#) modifiant l'arrêté du 6 février 2009 modifié portant création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « Répertoire partagé des professionnels intervenant dans le système de santé » (RPPS)
- [Délibération n° 2017-040 du 23 février 2017](#) portant avis sur un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 6 février 2009 modifié portant création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « Répertoire partagé des professionnels intervenant dans le système de santé » (demande d'avis n° 16019251)
- [NOTE D'INFORMATION N° DGS/EA2/2017/116 du 31 mars 2017](#) relative au renforcement de la sensibilisation des acteurs locaux à la lutte et la prévention contre les punaises de lits.
- [Arrêté du 7 avril 2017](#) portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles
- [Décret n° 2017-564 du 19 avril 2017](#) relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat
- [Décret n° 2017-602 du 21 avril 2017](#) relatif au certificat de décès
- [Délibération n° 2017-067 du 16 mars 2017](#) portant avis sur un projet de décret relatif au certificat de décès modifiant le code général des collectivités territoriales (demande d'avis n° 16023949)
- [Décret n° 2017-603 du 21 avril 2017](#) modifiant le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 relatif à certaines positions des fonctionnaires hospitaliers et à certaines modalités de mise à disposition
- [Arrêté du 20 avril 2017](#) relatif au prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés
- [Décret n° 2017-584 du 20 avril 2017](#) fixant les modalités d'application du contrat d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des soins
- [Ordonnance n° 2016-800 du 16 juin 2016](#) relative aux recherches impliquant la personne humaine (rectificatif)
- [Décret n° 2017-587 du 20 avril 2017](#) pris pour l'application de l'article L. 211-11-1 du code de la sécurité intérieure et relatif aux autorisations d'accès aux établissements et installations accueillant des grands événements
- [Délibération n° 2017-047 du 9 mars 2017](#) portant avis sur un projet de décret pris pour l'application de l'article L. 211-11-1 du code de la sécurité intérieure et relatif à l'accès aux établissements et installations accueillant des grands événements exposés, par leur ampleur ou leurs circonstances particulières, à un risque exceptionnel de menace terroriste (saisine n° AV 16023521)
- [Arrêté du 19 avril 2017](#) fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité
- [Arrêté du 19 avril 2017](#) relatif à la nature et aux modalités de l'examen bucco-dentaire de prévention pour les jeunes dans l'année qui suit leur vingt et unième et leur vingt-quatrième anniversaires
- [INSTRUCTION N° DGCS/SD3B/2017/115 du 31 mars 2017](#) relative à l'enquête sur la pratique des activités physiques et sportives dans les établissements et services médicosociaux accueillant des personnes handicapées [Annexe2](#)

- [Décret n° 2017-620 du 24 avril 2017](#) relatif au fonctionnement des établissements et services médico-sociaux en dispositif intégré prévu à l'article 91 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé
- [INSTRUCTION INTERMINISTERIELLE N° DGS/EA3/DGESIP/DS/SG/2017/81 du 3 mars 2017](#) relative à la mise en œuvre des articles L.1172-1 et D.1172-1 à D.1172-5 du code de la santé publique et portant guide sur les conditions de dispensation de l'activité physique adaptée prescrite par le médecin traitant à des patients atteints d'une affection de longue durée
- [Arrêté du 3 avril 2017](#) relatif à l'organisation et au fonctionnement des conseils scientifiques en médecine, en odontologie et en pharmacie
- [Décret n° 2017-631 du 25 avril 2017](#) relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire
- [Décret n° 2017-632 du 25 avril 2017](#) relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé
- [Décret n° 2017-633 du 25 avril 2017](#) relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à usage collectif
- [Instruction n° DGS/SP5/2017/75 du 3 mars 2017](#) relative à la campagne de financement 2017 des programmes de dépistage organisé du cancer du sein et du cancer colorectal et des sites préfigurateurs du dépistage organisé du cancer du col de l'utérus
- [Arrêté du 21 avril 2017](#) relatif aux connaissances, aux compétences et aux maquettes de formation des diplômes d'études spécialisées et fixant la liste de ces diplômes et des options et formations spécialisées transversales du troisième cycle des études de médecine
- [Rapport](#) au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions
- [Ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017](#) relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé
- [Arrêté du 18 avril 2017](#) fixant la liste des centres hospitaliers et établissements pénitentiaires autorisés à titre expérimental à réaliser une évaluation de l'état dentaire de la personne détenue au début de son incarcération pour une durée de douze mois à compter du 1er mai 2017
- [Arrêté du 25 avril 2017](#) portant cahier des charges des expérimentations relatives à la prise en charge par télésurveillance du diabète mises en œuvre sur le fondement de l'article 36 de la loi n° 2013-1203 de financement de la sécurité sociale pour 2014
- [Arrêté du 28 avril 2017](#) modifiant l'arrêté du 17 février 2017 fixant le nombre de postes offerts au concours spécial d'internat de médecine du travail au titre de l'année universitaire 2017-2018
- [Arrêté du 28 avril 2017](#) fixant pour l'année 2017 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles
- [Décret n° 2017-693 du 3 mai 2017](#) créant un conseil scientifique sur les processus de radicalisation
- [Décret n° 2017-696 du 2 mai 2017](#) relatif aux procédures de reconnaissance par voie électronique des qualifications professionnelles de professions réglementées
- [Décret n° 2017-701 du 2 mai 2017](#) relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire
- APM 50517 [GHT: plusieurs ajustements sur les ressources humaines et les fonctions mutualisées \(décret\)](#) Un décret paru jeudi au Journal officiel ajuste plusieurs dispositions relatives aux groupements hospitaliers de territoire (GHT) au sujet entre autres des fonctions mutualisées, notamment des achats, et de la gestion des ressources humaines.
- [Décret n° 2017-702 du 2 mai 2017](#) relatif à la réalisation des échographies obstétricales et fœtales et à la vente, revente et utilisation des échographes destinés à l'imagerie fœtale humaine
- [Décret n° 2017-703 du 2 mai 2017](#) relatif aux contrats de praticien territorial de médecine ambulatoire et de praticien territorial médical de remplacement
- [Décret n° 2017-704 du 2 mai 2017](#) relatif aux organismes dispensant la formation des professionnels qui mettent un appareil de bronzage à disposition du public ou qui participent à cette mise à disposition
- [Décret n° 2017-705 du 2 mai 2017](#) relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles
- [Décret n° 2017-706 du 2 mai 2017](#) relatif aux expérimentations visant à prévenir l'obésité chez le jeune enfant de trois à huit ans

- [Arrêté du 27 avril 2017](#) modifiant l'arrêté du 29 juin 1992 fixant la liste des sections, des sous-sections et des options ainsi que le nombre des membres de chaque section et sous-section des groupes du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques

- [Arrêté du 2 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 19 février 2015 modifié relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile

- APM 30517 [Convention médicale: les 3 premiers avenants publiés au Journal officiel](#)  
Les trois premiers avenants à la nouvelle convention médicale d'août 2016, consacrés respectivement à la rémunération sur objectifs de santé publique (Rosp) du médecin traitant de l'enfant, sur l'avantage maternité et paternité et des actes de télémédecine en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), ont été publiés samedi et mardi au Journal officiel

- .APM 30517 [Coopération pour les soins visuels: publication des trois contrats-types](#)  
Le Journal officiel a publié samedi les trois contrats-types de coopération pour les soins visuels, qui visent à encourager l'intervention d'orthoptistes auprès des ophtalmologistes et structures d'exercice pluri professionnel (maisons et centres de santé).

- [Arrêté du 3 mai 2017](#) relatif au contrat type de praticien territorial médical de remplacement pris en application de l'article R. 1435-9-51 du code de la santé publique

- [Arrêté du 3 mai 2017](#) fixant le nombre des contrats de praticien territorial médical de remplacement et portant leur répartition régionale

- [Arrêté du 3 mai 2017](#) autorisant le financement dérogatoire de protocoles de coopération entre professionnels de santé

- [Décret n° 2017-756 du 3 mai 2017](#) relatif aux aumôniers militaires, hospitaliers et pénitentiaires et à leur formation civile et civique

- [Arrêté du 5 mai 2017](#) relatif à la mise en place de l'expérimentation permettant à des conseils territoriaux de santé d'être saisis par les usagers du système de santé de demandes de médiation en santé, de plaintes et de réclamations

- [Arrêté du 5 mai 2017](#) fixant pour l'année 2017 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés aux articles R. 314-207, D. 313-18 et D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles

- [Arrêté du 4 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 23 juin 2016 relatif à l'organisation, au financement et

au versement des ressources des hôpitaux de proximité

- [Décret n° 2017-817 du 5 mai 2017](#) relatif aux conditions techniques de fonctionnement des établissements d'hospitalisation à domicile

- [Décret n° 2017-816 du 5 mai 2017](#) relatif à la médiation sanitaire et à l'interprétariat linguistique dans le domaine de la santé

- [Décret n° 2017-813 du 5 mai 2017](#) relatif aux expérimentations visant à organiser la prise en charge de la souffrance psychique des jeunes

- [Arrêté du 5 mai 2017](#) fixant la liste des territoires retenus pour les expérimentations visant à organiser la prise en charge de la souffrance psychique des jeunes

- [Décret n° 2017-772 du 4 mai 2017](#) relatif à l'organisation de l'échange de données dématérialisées relatives à la formation professionnelle entre les organismes financeurs de la formation professionnelle, les institutions et organismes chargés du conseil en évolution professionnelle et le compte personnel de formation

- [Délibération n° 2017-109 du 13 avril 2017](#) portant avis sur un projet de décret organisant l'échange de données dématérialisées relatives à la formation professionnelle, entre les organismes financeurs de la formation professionnelle, les institutions et organismes chargés du conseil en évolution professionnelle et le compte personnel de formation (demande d'avis n° 2038419)

- [Arrêté du 2 mai 2017 modifiant l'arrêté du 29 juin 1992](#) fixant la liste des sections, des sous-sections et des options ainsi que le nombre des membres de chaque section et sous-section des groupes du Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques

- [Arrêté du 2 mai 2017 modifiant l'arrêté du 20 février 2014](#) modifié relatif à l'expérimentation de nouvelles modalités d'admission dans les études médicales, odontologiques, pharmaceutiques et maïeutiques

- [Arrêté du 5 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique

- [Décret n° 2017-877 du 6 mai 2017](#) relatif à la définition du travail social

- [Décret n° 2017-878 du 9 mai 2017](#) relatif au dossier pharmaceutique

- [Délibération n° 2017-111 du 13 avril 2017](#) portant avis sur un projet de décret relatif au dossier pharmaceutique (demande d'avis n° 16021765)

- [Décret n° 2017-879 du 9 mai 2017](#) modifiant les dispositions concernant le système d'information des maisons départementales des personnes handicapées et le système national d'information statistique mis en œuvre par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
- [Délibération n° 2017-115 du 20 avril 2017](#) portant avis sur un projet de décret modifiant les dispositions concernant le système d'information des maisons départementales des personnes handicapées et le système national d'information statistique mis en œuvre par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (demande d'avis n° 17005866)
- [Décret n° 2017-881 du 9 mai 2017](#) relatif aux modalités de mise en œuvre du droit des assurés à l'information sur leur retraite
- [Décret n° 2017-883 du 9 mai 2017](#) modifiant les conditions d'exercice et de remplacement au sein des pharmacies à usage intérieur et les modalités d'organisation du développement professionnel continu des professions de santé
- [Décret n° 2017-886 du 9 mai 2017](#) modifiant les dispositions relatives aux unions régionales des professionnels de santé
- [Arrêté du 5 mai 2017](#) fixant pour l'année 2017 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé
- [Arrêté du 2 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute
- [Arrêté du 4 mai 2017](#) fixant la liste des hôpitaux de proximité mentionnée à l'article R. 6111-25 du code de la santé publique
- [Arrêté du 4 mai 2017](#) fixant pour l'année 2017 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale
- APM 10 mai [Un décret revoit les conditions de fonctionnement des établissements d'HAD](#) Le Journal officiel a publié dimanche un décret qui actualise et simplifie les conditions techniques de fonctionnement des établissements d'hospitalisation à domicile (HAD).
- APM 10 mai [Publication du décret réformant les centres de ressource autisme](#) Le décret réformant l'organisation et le fonctionnement des centres de ressource autisme (CRA), dont la publication avait été reportée à plusieurs reprises, est paru dimanche au Journal officiel.
- APM 11 mai [Psychiatrie et GHT: quatre manières d'envisager les coopérations](#) Quatre établissements publics de santé mentale ont présenté la manière dont ils avaient saisi la loi de santé pour instaurer des coopérations, au sein ou en dehors des GHT, lors d'une Journée nationale organisée jeudi par l'Association des établissements du service public de santé mentale (Adesm), la Conférence nationale des présidents de commission médicale d'établissement (CME) des centres hospitaliers spécialisés (CHS), deux fédérations hospitalières (FHF et FEHAP) et des représentants de familles et d'usagers (UNAFAM et FNAPSY).
- APM du 11 mai [Fonction publique: la mise en oeuvre du compte personnel d'activité et de formation précisée par décret](#) Un décret publié mercredi au Journal officiel précise "les modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité et de formation" pour les agents de la fonction publique
- [Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017](#) relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle
- [Décret n° 2017-963 du 10 mai 2017](#) modifiant les dispositions du code de l'éducation relatives au recrutement et à l'emploi des étudiants
- [Décret n° 2017-981 du 9 mai 2017](#) portant création d'une prime d'engagement pour certains personnels de rééducation recrutés sur les postes prioritaires des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires de la fonction publique hospitalière
- [Arrêté du 9 mai 2017](#) fixant le montant de la prime d'engagement et les modalités de mise en œuvre de la convention d'engagement de certains personnels de rééducation recrutés sur les postes prioritaires des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires de la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2017-983 du 10 mai 2017](#) relatif aux conditions d'intervention des thanatopracteurs et à l'information des familles concernant les soins de conservation
- [Arrêté du 10 mai 2017](#) fixant les conditions de réalisation des soins de conservation à domicile
- [Décret n° 2017-984 du 10 mai 2017](#) portant statut particulier du corps des infirmiers anesthésistes de la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2017-988 du 10 mai 2017](#) relatif au classement indiciaire applicable aux corps des infirmiers anesthésistes de la fonction publique hospitalière

- [Arrêté du 10 mai 2017](#) relatif à l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers anesthésistes de la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2017-987 du 10 mai 2017](#) modifiant le décret n° 2012-747 du 9 mai 2012 relatif au classement indiciaire applicable à certains emplois fonctionnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (2° à 6°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ainsi que de certains établissements mentionnés au 1° de cet article
- [Arrêté du 10 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 26 décembre 2007 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable au corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2017-990 du 10 mai 2017](#) modifiant le décret n° 2005-926 du 2 août 2005 relatif au classement indiciaire applicable aux personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2017-991 du 10 mai 2017](#) modifiant le décret n° 2005-927 du 2 août 2005 relatif au classement indiciaire applicable aux emplois fonctionnels des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- [Arrêté du 10 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 9 mai 2012 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable à certains emplois fonctionnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (2° à 6°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ainsi que de certains établissements mentionnés au 1° de cet article
- [Arrêté du 10 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 2 août 2005 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- [Arrêté du 10 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 2 août 2005 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux emplois fonctionnels des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- [Décret n° 2017-995 du 10 mai 2017](#) modifiant le décret n° 88-1084 du 30 novembre 1988 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration pour travail intensif
- [Arrêté du 10 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 30 novembre 1988 fixant les taux des indemnités horaires pour travail normal de nuit et de la majoration pour travail intensif
- [Décret n° 2017-1002 du 10 mai 2017](#) relatif aux conditions de rémunération de l'examen nécessaire à l'établissement du certificat de décès au domicile du patient
- [Arrêté du 10 mai 2017](#) relatif au forfait afférent à l'examen nécessaire à l'établissement du certificat de décès réalisé au domicile du patient
- [Décret n° 2017-1003 du 10 mai 2017](#) relatif à la délivrance de médicaments dans les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques en direction des usagers de drogues
- [Décret n° 2017-1004 du 10 mai 2017](#) relatif aux modalités de mise en œuvre du droit des assurés à l'information sur leur retraite
- [Arrêté du 4 mai 2017](#) fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8
- [Arrêté du 4 mai 2017](#) portant détermination pour 2017 de la dotation nationale forfaitaire garantie visée au II de l'article R. 162-42-7-3 du code de la sécurité sociale et de sa répartition par région pour les établissements inscrits sur la liste des hôpitaux de proximité
- [INSTRUCTION N° DGS/SP5/2017/143 du 28 avril 2017](#) relative à la mise en place des centres régionaux de coordination des dépistages des cancers.
- [Note d'information N° CNG/DGD/BD3S/2017/130 du 15/03/2017](#) relative à l'établissement des listes d'aptitude prévues par le décret n°2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié, portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière au titre de l'année 2018 [Annexe 1](#), [annexe 2](#)
- [Ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017](#) relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (rectificatif)
- [INSTRUCTION INTERMINISTERIELLE N° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017](#) relative à l'organisation des groupements hospitaliers de territoire
- [INSTRUCTION N° DGS/EA3/2017/76 du 3 mars 2017](#) relative au développement des chartes d'engagements des collectivités territoriales



actives du Programme National Nutrition Santé (PNNS) par les ARS

- [Note d'information N° DRH/SD1A/2017/85 du 28/02/2017](#) relative aux indicateurs communs du bilan social d'une ARS

- [Circulaire du ministère de la fonction publique 10 mai 2017](#) relative aux modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique

- [Décret du 17 mai 2017](#) relatif à la composition du Gouvernement

- [CIRCULAIRE N° DGCS/SD5C/DSS/CNSA/2017/150 du 2 mai 2017](#) relative aux orientations de l'exercice 2017 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées

- [CIRCULAIRE N° DGCS/3B/2017/148 du 2 mai 2017](#) relative à la transformation de l'offre d'accompagnement des personnes handicapées dans le cadre de la démarche « une réponse accompagnée pour tous », de la stratégie quinquennale de l'évolution de l'offre médico-sociale (2017-2021) et de la mise en œuvre des décisions du CIH du 2 décembre 2016

- [Arrêté du 18 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat d'infirmier

- [Arrêté du 18 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 2 août 2006 relatif à la formation conduisant au diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière

- [Circulaire interministérielle n° DGCS/SD1C/DHUP/DIHAL/2017/157 du 20 avril 2017](#) relative à la mise en œuvre du plan de relance 2017-2021 des pensions de famille et des résidences accueil

- [INSTRUCTION N° DGS/SP5/2017/144 du 28 avril 2017](#) relative à l'accompagnement à l'autonomie en santé.

- [Note d'information DGOS/R5/2017/162 du 9 mai 2017](#) complétant l'instruction n° SG/2016/348 du 21 octobre 2016 relative à la territorialisation de la politique de santé en application des articles 158 et 162 de la loi n° 2016-41 de modernisation de notre système de santé

- [INSTRUCTION N° DGS/SP5/DGOS/R3/2017/155 du 5 mai 2017](#) relative à la réorganisation du dépistage néonatal hors surdité et aux modalités de désignation par les ARS d'un centre régional de dépistage néonatal au sein d'un établissement de santé

- [NOTE DE SERVICE N° DRH/SD1D/2017/171 du 4 mai 2017](#) relative à l'élaboration des offres nationales de formation métier santé/médoco-social/cohésion sociale 2019. [Annexe 2](#)

- [Circulaire du 24 mai 2017](#) relative à une méthode de travail gouvernemental exemplaire, collégiale et efficace

- [Décret n° 2017-1076 du 24 mai 2017](#) relatif aux attributions du ministre des solidarités et de la santé

- [Décret n° 2017-1083 du 24 mai 2017](#) relatif aux attributions du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

- [INSTRUCTION N° CNG/DGD/BDHDS/2017/106 du 21 mars 2017](#) relative au recensement et à la publication des postes ouverts aux élèves directeurs des soins [Annexe](#)

- [Circulaire n° 2017-046 du 15 mars 2017](#) relative aux modalités d'admission en deuxième et troisième année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme

- [INSTRUCTION N° DGCS/SD5C/DSS/DGS/2017/142 du 27 avril 2017](#) relative à la campagne budgétaire pour l'année 2017 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartements de coordination thérapeutique (ACT), Lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM), et appartements de coordination thérapeutique «Un chez-soi d'abord»

- [CIRCULAIRE N° SG/PÔLE-ARS/2017/146 du 5 mai 2017](#) relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2017

## **OSTÉOPATHIE**

- **Décisions relatives aux établissements autorisés à dispenser une formation en ostéopathie**

**Décision n° 2015-19 du 7 juillet 2015** portant agrément du Centre européen d'enseignement supérieur de l'ostéopathie (CEESO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-05 du 7 juillet 2015** portant agrément de la Fondation EFOM Boris DOLTO pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-18 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie des professionnels de santé (IOPS EUROSTEO)

pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-17 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut des hautes études ostéopathiques - IDHEO Nantes pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-20 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut Dauphine d'ostéopathie (IDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-09 du 7 juillet 2015** portant agrément du Centre européen d'enseignement supérieur de l'ostéopathie Lyon (CEESO)

**Décision n° 2015-14 du 7 juillet 2015** portant agrément du Centre international d'ostéopathie (CIDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-03 du 7 juillet 2015** portant agrément du Collège ostéopathique européen (COE) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-11 du 7 juillet 2015** portant agrément du collège ostéopathique Sutherland de Strasbourg pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-15 du 7 juillet 2015** portant agrément du Conservatoire supérieur ostéopathique Toulouse (CSO-Toulouse) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-16 du 7 juillet 2015** portant agrément du Conservatoire supérieur d'ostéopathie (Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-10 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Ecole supérieure d'ostéopathie (ESO SUPOSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-02 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut de formation en ostéopathie du Grand Avignon (IFO-GA) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-04 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie (InSO Lille) pour dispenser une formation en

ostéopathie

**Décision n° 2015-01 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie de Rennes (IO-Rennes) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-08 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie du Grand Montpellier (ISOGM-IFBO)

**Décision n° 2015-06 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie Lyon (ISOSTEO Lyon) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-12 du 7 juillet 2015** portant agrément de ITO-Bordeaux pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-21 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut supérieur d'ostéopathie Paris - CETOHM-FI (ISOP) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-22 du 7 juillet 2015** portant agrément du Collège ostéopathique de Provence Aix-Marseille pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-23 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Ecole d'ostéopathie de Paris (EO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-07 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut de formation supérieure en ostéopathie de Rennes (IFSO-Rennes) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-13 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut toulousain d'ostéopathie (ITO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-28 du 29 septembre 2015** portant agrément provisoire de l'établissement de formation en ostéopathie OSTEOBIO de Cachan

**Décision n° 2015-18 du 7 juillet 2015** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie des professionnels de santé (IOPS EUROSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2015-27 du 16 septembre 2015** portant agrément provisoire du centre d'ostéopathie ATMAN de Valbonne - Sophia-Antipolis

**Décision n° 2015-29 du 9 octobre 2015** modifiant la décision n° 2015-02 du 7 juillet 2015 portant agrément de l'Institut de formation en ostéopathie du Grand Avignon (IFO-GA) pour dispenser une formation en ostéopathie |

**Décision n° 2016-01 du 3 mars 2016** portant agrément du centre d'ostéopathie ATMAN pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-02 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Andrew Taylor Still Academy (ATSA) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-03 du 3 mars 2016** portant agrément du Collège ostéopathique du Pays basque (COPB) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-04 du 3 mars 2016** portant agrément de l'école Danhier d'ostéopathie pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-05 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Institut de formation supérieure en ostéopathie (IFSO) de Vichy pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-06 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Institut d'ostéopathie de Bordeaux (IOB) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-07 du 3 mars 2016** portant agrément de l'Ecole européenne d'ostéopathie du campus privé d'Alsace (OSCAR) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-08 du 3 mars 2016** portant agrément de l'établissement de formation OSTEOBIO (SEMEV) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-09 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Centre international d'ostéopathie (CIDO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-10 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Collège ostéopathique Sutherland de

Strasbourg pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-11 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Conservatoire supérieur d'ostéopathie (CSO Paris) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-12 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil du Conservatoire supérieur d'ostéopathie de Toulouse (CSO-Toulouse) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-13 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil de l'Ecole supérieure d'ostéopathie (ESO SUPOSTEO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-14 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil de l'Institut supérieur d'ostéopathie du Grand Montpellier (ISOGM - IFBO) pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-15 du 3 mars 2016** portant augmentation de la capacité d'accueil l'Institut toulousain d'ostéopathie (ITO) de Toulouse pour dispenser une formation en ostéopathie

**Décision n° 2016-16 du 30 mai 2016** modifiant la décision n° 2016-08 du 3 mars 2016 portant agrément de l'Ecole supérieure d'ostéopathie OSTEOBIO – SEMEV

## PUBLICATIONS – DOCUMENTS

ER 26 mai 2017 : Christophe LANNELONGUE, directeur général de l'Agence régionale de santé Grand Est, a remis mardi à Nancy le label « Droits des usagers » à des porteurs de projets innovants. La cérémonie a permis de valoriser des « expériences exemplaires » et reproductibles. « Le système de santé progresse à travers des initiatives, des projets qui se diffusent », rappelait en préambule Christophe LANNELONGUE Sur 22 projets réceptionnés dans le Grand Est, 14 ont été labellisés. Et trois primés pour leur action remarquable :

**Néphrolor** Est le réseau lorrain de prise en charge de l'insuffisance rénale chronique présidé par le P<sup>f</sup> M KESSLER. Les patients y sont acteurs au sein des programmes

d'éducation thérapeutique. Ce prix « est la reconnaissance d'un travail de 10 ans », a rappelé le P'KESSLER. Trois millions de Français sont atteints d'une maladie rénale chronique : « Il est possible de ralentir [son] évolution en étant bénéficiaire et animateur de l'éducation thérapeutique », notait le médecin néphrologue. Outre Néphrolor, les acteurs de ce projet sont la FNAIR (Fédération d'aide aux insuffisants rénaux) et les usagers.

**Le CHRU de Metz-Thionville** a été distingué pour son action en faveur d'une « communication facilitée » avec les patients sourds et malentendants. De deux manières : soit grâce au logiciel qui permet une transcription instantanée de la parole, lisible sur écran ; soit grâce à une visio-translation en langue des signes. Les médecins sont unanimes : ces outils assurent la confidentialité à laquelle tout patient doit pouvoir prétendre et une meilleure compréhension des soins. Cette communication facilitée fonctionne actuellement aux urgences, en ORL sur le site de Metz, en oncologie sur Thionville.

**Le Groupement des établissements publics sociaux et médico-sociaux de Moselle** a été primé pour le projet « Comité régional des usagers » qu'il a initié en 2010. Ce projet vise à améliorer la capacité d'agir des personnes handicapées accueillies dans ces établissements sur leur environnement quotidien. Trois réunions annuelles réunissant plus de 100 résidents, familles, personnels de santé permettent d'aborder des questions aussi diverses que la prise de médicaments dans ces établissements, la vie affective, la liberté...

- Les Groupements Hospitaliers de Territoire en psychiatrie

- RH et GHT : 10 fiches pratiques

- SIDIEF. Mémoire sur la qualité des soins et la sécurité des patients : une priorité mondiale. 2015, [document](#)

- ANAP. Mettre en œuvre un projet de parcours en psychiatrie et santé mentale - Kit d'outils, [informations](#)

- **Les GHT progressent sur le projet de soins partagé**, 10 janvier 2017 : *L'Association française des directeurs de soin (AFDS) a mené une enquête auprès des 135 GHT pour évaluer l'état d'avancée de ce dispositif sur le terrain. Les résultats montrent qu'une majorité de travaux sur le projet médical partagé font participer un représentant paramédical, un directeur de soins la plupart du*

temps. **Source : [cadredesante.com](http://cadredesante.com)**

- Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) (pdf. 531 ko) – Février 2017

- VERAN O. L'évolution des modes de financement des établissements de santé. Une nouvelle échelle de valeur. Rapport, 2017, [document](#)

- HAS. Directives anticipées – Guider les patients pour les rédiger. [Documents](#)

- HAS. Référentiel de bonnes pratiques sur les applications et les objets connectés en santé (Mobile Health ou mHealth). Octobre 2016, [Document](#)

- Abord de Chatillon E. et al. La prévention des risques psychosociaux : le cas du secteur hospitalier (public et privé). Observations de terrain et analyses à partir de l'enquête Conditions de travail 2013. Ministère de la fonction publique, DGAFP, Statistiques et recherche sur la fonction publique, février 2017, [document](#)

- Observatoire national des violences en milieu de santé. LA prévention des atteintes aux personnes et aux biens en milieu de santé. Ministère de la santé-DGOS, Guide méthodologique, 2017, [document](#)

- SINGLY (de) C., TIRA V., GAILLAGUET J. Groupe de travail : Les initiatives de changement des pratiques des professionnels de santé favorables à la démocratie en santé. Rapport. Institut pour la démocratie en santé, 2017, [document](#)

- Les médecins d'ici 2040 <http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-medecins-d-ici-a-2040-une-population-plus-jeune-plus-feminisee-et-plus>

- Rapport DREES [L'état de santé de la population en France - RAPPORT 2017](#)

- Rapport DREES [Déserts médicaux : comment les définir ? Comment les mesurer ?](#)

- Rapport DREES [Projections d'activité hospitalière à l'horizon 2030](#)

- Rapport DREES [Les médecins d'ici à 2040 : une population plus jeune, plus féminisée et plus souvent salariée](#)

- Rapport DREES [Evaluation qualitative PAERPA - RAPPORT FINAL](#)

IRDES [État de santé des Français et facteurs de risque Premiers résultats de l'Enquête santé européenne-Enquête santé et protection sociale 2014](#) Jacques PISARIK, Thierry Rochereau, avec la collaboration de Nicolas CELANT

## DPC

- Loi 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée par la loi 2011-940 du 10 août 2011
- Décrets 2010-1204 du 11 octobre 2010 relatifs aux modalités d'intégration des protocoles de coopération étendus dans le DPC et la formation initiale des professionnels de santé
- Décret 2011-2113 du 30 décembre 2011 relatif à l'organisme gestionnaire du DPC
- Décrets 2011-2114 ; 2011-2115 ; 2011-2116 ; 2011-2117 ; 2011-2118 relatifs aux DPC de chacune des professions concernées
- Décrets 2012-26 ; 2012-27 ; 2012-28 ; 2012-29 ; 2012-30 relatif à la commission scientifique de chacune des professions concernées
- Arrêté du 16 mars 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des médecins
- Arrêté du 19 avril 2012 portant approbation de la convention constitutive du GIP «organisme gestionnaire du DPC »
- Arrêté du 30 avril 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des SF
- Arrêté du 30 avril 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes
- Arrêté du 3 mai 2012 portant nomination à la commission scientifique indépendante des pharmaciens
- Arrêté du 21 août 2012 portant approbation du budget provisoire du GIP « OGDPC » : JO du 31 août 2012
- Arrêté du 29 octobre 2012 portant soumission du groupement d'intérêt public « organisme gestionnaire du DPC au contrôle économique et financier de l'Etat et désignation de la mission « santé » du service du contrôle général économique et financier pour exercer ce contrôle : JO du 7/11/ 2012
- Arrêté du 31 octobre 2012 relatif à l'indemnisation des membres des instances de l'OGDPC : JO du 17 novembre 2012
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif à la composition du dossier de demande d'enregistrement en qualité d'organisme de développement professionnel continu et du dossier d'évaluation prévus aux articles R. 4021-23 et R. 4021-24 du CSP
- Publication par la HAS de « la liste des méthodes et des modalités » de fonctionnement des programmes La liste des méthodes et modalités de DPC
- Arrêté du 26 février 2013 fixant la liste des orientations nationales du développement professionnel continu des professionnels de santé pour l'année 2013
- Arrêté du 25 juillet 2013 relatif au

modèle d'attestation délivrée par un organisme de développement professionnel continu à un professionnel de santé justifiant de sa participation à un programme de développement professionnel continu

- Arrêté du 28 juin 2013 portant nomination à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Arrêté du 17 avril 2014 portant nomination à la commission scientifique indépendante des médecins *JO du 19 avril 2014*
- Arrêté du 22 mai 2014 portant nomination à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Décret n° 2014-1138 du 7 octobre 2014 relatif à l'organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Arrêté du 7 octobre 2014 portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Organisme gestionnaire du développement professionnel continu
- Arrêté du 11 mai 2015 portant approbation de la modification de la convention constitutive du Groupement d'intérêt public « Organisme gestionnaire du développement professionnel continu »
- Arrêté du 18 décembre 2015 relatif à la prorogation de la durée du mandat des membres de la commission scientifique indépendante des médecins
- Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé
- Arrêté du 28 juillet 2016 portant approbation de la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Agence nationale du développement professionnel continu »
- Arrêté du 7 septembre 2016 portant nomination à l'Agence nationale du développement professionnel continu
- Arrêté du 14 septembre 2016 relatif aux critères d'enregistrement des organismes ou structures qui souhaitent présenter des actions de développement professionnel continu auprès de l'Agence nationale du développement professionnel continu et à la composition du dossier de présentation des actions
- Décret n° 2016-1317 du 5 octobre 2016 relatif à l'attribution de missions dans le cadre du développement professionnel continu des professions de santé en l'absence de conseils nationaux professionnels

## Coopération entre professionnels de santé

→ Le logiciel COOP-PS est une application informatique nationale supportant le dossier à

utiliser pour toute demande concernant les coopérations interprofessionnelles. L'envoi de la lettre d'intention, d'un protocole de coopération, des demandes d'adhésions et leur instruction sont donc dématérialisés.

Plusieurs liens ont été créés pour vous permettre de vous connecter. En cliquant sur le 1<sup>er</sup> lien vous visualiserez la procédure et la réglementation concernant les protocoles de coopération ; vous pourrez en cliquant à droite de la page, faire apparaître les objectifs du logiciel « COOP-PS » et ouvrir la fenêtre concernant le logiciel. Avec le 2<sup>ème</sup> lien, vous vous connecterez directement au logiciel « COOP-PS »

<http://www.ars.lorraine.sante.fr/Lesprotocoles-decooperation.153046.0.html><https://coopps.ars.sante.fr/init/index.jsp>

→ **Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales sur la coopération entre professionnels de santé**

Disponible sur Internet : <http://www.senat.fr/rap/r13-318/r13-3181.pdf>  
GENISSON Catherine/MILON Alain, Sénat, Paris, 2014, 57 p.

→ Instruction DSS/1B/2015/209 du 13 mai 2015 relative aux modalités de mise en œuvre de protocoles de coopération concernant le bilan visuel

### Journée régionale des directeurs des soins

Merci de proposer des sujets à traiter

### Annonces

### Congrès/colloques

#### Juin 2017

**21-22** – 25<sup>èmes</sup> journées d'Hygiène de Lorraine et de Lutte contre les infections nosocomiales : domaine de l'Asnée à VILLERS lès NANCY : renseignements [arlin@chru-nancy.fr](mailto:arlin@chru-nancy.fr) ☎  
03/83/15/74/58

**23** – 7<sup>e</sup> séminaire des directeurs des soins de l'EHESP : « Etre directeur des soins en 2020, dans une organisation territoriale ».

#### Juillet 2017

**6 – 7** : L'Institut pour la Qualité et la Sécurité organise 2 jours sur la qualité des soins : Vous trouverez le programme prévisionnel, et l'ensemble des informations pratiques sur le site : <http://igs2017.insight-outside.fr/>

#### Septembre 2017

**8-9 – Anap** : 7<sup>ème</sup> édition, l'Université d'été de la performance en santé (Rennes) :

appel à communications : date limite d'envoi : avant le 15/02/17

**20-22** – journées d'études AFDS

**28-29** 7<sup>ème</sup> Colloque de recherche paramédicale du grand sud-ouest : « De l'expertise clinique à la pratique avancée... une opportunité pour la recherche paramédicale ? Informations

#### Novembre 2017

**16-18** – 17<sup>e</sup> Congrès national de la Société française d'étude et de traitement de la douleur. Appel à communications ouvert. Informations

#### Juin 2018

**3-6** – 7<sup>e</sup> Congrès mondial du SIDIEF : « La profession infirmière engagée vers l'avenir : chercher, innover, soigner », Informations

**Pour des échanges fructueux au niveau régional, transmettez-nous vos idées, suggestions, travaux, informations sur les sessions de formation que vous organisez par exemple au plus tard la dernière semaine de chaque mois.**

**Claudine JOBST** CPR (Grand Est *Alsace*)

**Véronique PERROT** CPR (Grand Est *Champagne Ardenne*)

**Sabine RIGON** DA DRHS –CPR CTR (Grand Est *Lorraine*)

#### Remerciements à

- **Ljiljana JOVIC**, conseillère technique en soins à l'ARS Ile de France
- Thierry POOR** service documentation ARS Grand Est